



**Secrétariat Permanent :**

c/o CNDC - P.zza della Repubblica, 59 - 00185 Rome (Italie)

Tél. : +39 06 47863 317 - Fax : +39 06 47863 349

cilea@consiglio.cndc.it - <http://www.cilea.info/>

## **PHILOSOPHIE ET STRATEGIE DU CILEA**

*Traduction de la version officielle en espagnol approuvée par l'Assemblée Générale du CILEA à Bucarest 031103, avec modification du 061031*

**I)** Dans un monde désormais globalisé, l'économie et les thèses sur le développement traversent une phase nouvelle.

L'une des tendances les plus positives de la dernière décennie a été la pleine reconnaissance du fait que le développement doit poursuivre des objectifs qui vont au-delà du progrès économique. Certes, celui-ci reste un facteur très important mais il n'est plus suffisant s'il ne s'accompagne pas d'une expansion essentielle des libertés de l'homme.

Le concept de "développement comme liberté" introduit par le Prix Nobel pour l'économie de 1998, Amartya Sen, est l'expression de cette nouvelle perspective qui a des racines bien profondes. Cela vient de la diffusion graduelle d'idées et de valeurs globales sur les droits de l'homme, le développement social, le respect des différences ethniques et culturelles et la protection de l'environnement.

Cette considération prend une importance particulière quand l'on pense qu'aujourd'hui, plusieurs pays dits riches, malgré leur opulence, souffrent en vérité de la violation des droits fondamentaux qui touchent à la personne et menacent l'environnement.

Dans ce contexte, la croissance même des entreprises devrait s'orienter vers une sensibilité sociale et environnementale accrue.

Le savoir intellectuel et, en particulier, les compétences professionnelles, peuvent donner une contribution importante dans cette direction et devenir, elles-mêmes, des facteurs de développement.

**II)** Les événements qui ont caractérisé le début de ce millénaire ont montré avec clarté comme le processus de globalisation des marchés n'est pas en soi suffisant à créer un développement, c'est-à-dire un développement qui soit équilibré sur le plan économique et qui n'ait pas de répercussions insoutenables au niveau social.

Probablement, la leçon la plus importante à tirer de derniers événements internationaux est la nécessité de contrebalancer la globalisation des marchés avec la globalisation des cultures.

La diffusion du commerce international et la libre circulation du capital financier ne suffisent pas à assurer un développement capable de "supporter" aussi les problèmes liés aux déséquilibres politiques et sociaux. Il s'agit d'équilibres très importants car est sur eux que se posent les sociétés des hommes et les rapports entre elles.

Alors, si nous souhaitons un développement vraiment soutenable, comme on l'a souvent répété, nous ne pouvons pas continuer à négliger l'importance d'une comparaison et d'une intégration des cultures qui ont fait l'histoire et le progrès de l'humanité.

La nécessité d'un dialogue interculturel, qui infuse dans chaque culture la capacité de vivre dans un contexte économique globalisé et géré par de dynamiques et règles différentes tout en

conservant l'intégrité de chacune, implique donc que la globalisation touche aussi la dimension sociale.

**III)** La nécessité d'une globalisation du langage social et des règles d'intervention parmi les réalités et les modèles locaux différents prend une importance croissante dans une époque où la tendance dominante est celle que l'on convient d'appeler "l'économie de la connaissance".

C'est une économie axée sur l'affirmation progressive de contextes productifs basés sur l'accumulation, l'élaboration et la transmission d'informations et de connaissances. Un contexte dans lequel la valeur économique prend une valeur essentiellement immatérielle et qui est faite de données, informations, prévisions et élaborations. Une économie qui à cause de cela demande une plus grande quantité de travailleurs intellectuels par rapport aux deux dernières décennies.

Il ne serait pas déplacé d'affirmer, par conséquent, que le capital intellectuel est aujourd'hui la « matière première » la plus précieuse d'une entreprise, le moteur principal de son développement, même avant les ressources naturelles et le capital financier.

**IV)** La globalisation cause une intensification des relations sociales dans la mesure où des événements locaux seraient modélisés par des événements qui se déroulent à plusieurs kilomètres de distance et vice versa. Dans ce sens, la globalisation n'est pas moderne en soi, mais serait plutôt la radicalisation et l'universalisation de la modernité.

La globalisation peut être regardée de plusieurs côtés. D'un côté, on est habitué à la voir comme une opportunité, de l'autre côté on la considère comme une menace, comme si l'on devait établir s'il faut l'accepter ou la refuser. Par contre, la globalisation est seulement une dimension plus évoluée du moderne, une nouvelle dimension qui nous permet de saisir d'opportunités inexplorées, qui nous ouvre de nouvelles frontières, qui renverse des murs et des enclos séculaires, mais qui a besoin d'être gérée par de nouveaux modèles de gestion : voilà un concept qu'il faut retenir.

Le capital intellectuel joue un rôle de premier plan dans la définition de nouveaux systèmes de contrôle de l'économie globale.

La confiance dans les systèmes économiques et sociaux modernes et donc dans le monde globalisé unit le système social et fait fonctionner l'économie. C'est la confiance qui soude les intérêts individuels et permet le fonctionnement de mécanismes complexes. Sans la confiance il n'y aurait pas de devise et sans devise il n'y aurait pas d'échanges et de marché.

Il fonctionne de la même manière le capital intellectuel d'une société, l'ensemble des travailleurs de la connaissance qui cultivent et appliquent les techniques fondamentales de la vie quotidienne. Ce sont eux qui président aux destinées du monde et non pas le capital financier ou le pétrole. Ce sont les travailleurs de la connaissance qui reçoivent et alimentent le savoir produit aux cours des siècles par l'histoire des hommes.

Notre "foi" ne repose pas autant sur eux quant sur la validité du savoir qu'ils appliquent.

C'est donc le capital intellectuel qui doit être à la base des systèmes d'auto-régulation sociale par lesquels faire passer un nouveau système de contrôle de processus de globalisation. Un système qui ne met pas au premier plan le capital financier mais le capital intellectuel.

**V)** Il reste à voir quel est le modèle de profession destiné à relever le défi de la manière la meilleure et à se proposer comme protagoniste influent dans les processus de changement en cours.

On a souligné plusieurs fois les particularités du modèle professionnel latin, basé sur une formation multidisciplinaire, sur une préparation complexe et donc ouvert à une plus forte conscience sociale. A ceci, il faut adjoindre le modèle anglo-saxon, basé sur une formation spécialisée et sur l'organisation, un modèle plus orienté vers les lois du marché et les besoins spécifiques des clients.

Les deux modèles doivent se combiner, car ils sont porteurs tous les deux de valeurs positives et donc destinés à exprimer des potentialités plus grandes s'ils sont combinés. Il s'agit de deux âmes de la même réalité, des qualités requises pour mener une activité intellectuelle. Il n'y a pas un modèle bon et un modèle incorrect, un modèle prédominant et un modèle perdant : il y a une cohabitation créée et demandée par le marché même.

Néanmoins, dans la perspective de développement que l'on vient de décrire, il faut aussi souligner la modernité du modèle latin, capable de préfigurer une nouvelle vision de la profession basée non seulement sur les tendances du marché mais aussi sur la sauvegarde de l'intérêt public.

Une profession qui en joignant les compétences économiques-comptables aux compétences juridiques se pose comme élément essentiel pour la réglementation et la légitimation des tendances du marché tout en dessinant une figure unique de professionnel global pour les besoins de l'économie.

**VI.** C'est dans ce contexte que le CILEA, c'est-à-dire le "Comité d'Intégration Latin-Euro-Américain" mène ses activités. CILEA a été fondé en 1997 et comprend aujourd'hui 24 organismes professionnels de 19 Pays avec des racines latines et situés dans les deux continents.

Les activités menées jusqu'à présent ont permis de développer des connaissances techniques et des relations sociales qui ont fait du CILEA un moyen de communication indispensable parmi les professions latines et une opportunité pour être à l'avant-garde dans le débat sur la globalisation aussi bien au niveau des professions que des institutions.

Grâce au CILEA il existe aujourd'hui une liaison stable parmi les professionnels d'origine latine au niveau mondial. Cette liaison est un modèle et en même temps un exemple de coopération internationale destiné à renforcer et à donner du poids aux efforts déjà accomplis, surtout au sein de l'IFAC et de tous les organismes internationaux, pour affirmer la validité d'une nouvelle vision de la profession qui devient de plus en plus multidisciplinaire et garante des intérêts généraux.

Dans ce contexte, le CILEA doit travailler en vue de la diffusion et du succès des principes suivants qui doivent devenir les directives principales de sa politique internationale :

- 1) la profession économique et comptable doit être structurée autour de la sauvegarde de l'intérêt public aussi bien pour satisfaire les attentes de la collectivité déçue par les crises financières du passé que pour améliorer l'image sociale de la profession ; dans ce sens, il faut prendre en compte les prestations dans lesquelles le rapport entre le professionnel et le client n'est pas seulement un rapport bilatéral conventionnel (par exemple l'audit). Dans ces cas-là, il s'agit d'un rapport plus complexe, dans lequel l'effet de la prestation professionnelle n'atteint pas seulement le client direct mais se répercute sur la collectivité sociale et doit prendre soin d'un intérêt de caractère général. Il faut donc justifier toute mesure réglementaire ou auto-réglementaire qui vise à consolider la responsabilité publique du professionnel ;
- 2) la profession économique et comptable doit donc tenir compte des données statistiques réels de tous les pays du monde ; elle doit aussi valoriser de façon appropriée le fait que 95% des professionnels au niveau mondial travaillent dans des cabinets de petites ou moyennes dimensions et ont donc la nécessité d'être représentés au niveau international et de dialoguer entre eux pour participer en tant que protagonistes, à travers leurs organisations, au processus de globalisation auquel ils peuvent assurer une contribution positive en termes de développement équilibré et soutenable. Il n'y a pas seulement les grandes firmes dans ce

contexte ; même l'activité d'audit, toute importante qu'elle est, n'est pas le seul domaine professionnel qui doit se développer et se répandre ; la consultation externe et la consultation de type stratégique sont des activités aussi importantes et la profession économique et comptable doit en devenir l'interprète de plus en plus influente ;

- 3) la profession économique et comptable doit valoriser le modèle des connaissances et compétences professionnelles interdisciplinaires et fournir une consultation qualifiée due à la capacité diagnostique basée sur l'observation macro et micro économique et non pas sur la connaissance ultra-spécialisée de chaque secteur d'entreprise ; une dimension sociale et environnementale de l'économie des entreprises assistées peut être atteinte seulement à travers une approche multidisciplinaire aussi bien dans la définition des contenus didactiques pour l'accès à la profession que pour la formation professionnelle continue ;
- 4) la profession économique et comptable doit assurer le maximum de fiabilité et de crédibilité dans ses affirmations et ses prestations ; la crédibilité d'une prestation dépend de deux facteurs : un facteur subjectif et un facteur objectif. Le côté subjectif concerne l'indépendance du professionnel ; le côté objectif concerne la fiabilité de l'information, des données et des documents élaborés par le professionnel même. Dans ce double sens, il faut élaborer des codes éthiques spécifiques et harmoniser les principes comptables et d'audit. En plus, il faut aussi entamer une analyse constructive des modèles synthétiques et analytiques aptes à traiter le donné ambiantal et social des activités économiques. En ce qui concerne les principes comptables internationaux, il faut soutenir pleinement toutes les voix qui plaident pour la définition des modèles plus appropriés pour la rédaction des bilans des petites et moyennes entreprises qui à l'heure actuelle ne sont pas considérées comme destinataires de principes internationaux. Enfin, l'internationalisation des PME demande une réflexion prompte et opportune sur les principes à appliquer à ces réalités économiques qui jouent un rôle fondamental dans le développement économique mondial ;
- 5) la profession économique et comptable doit travailler en vue de la reconnaissance et de la proposition de modèles efficaces pour le contrôle de qualité des prestations professionnelles ; on doit donc faire une analyse des systèmes adoptés actuellement pour proposer des modèles de contrôle effectivement qualifiés ;
- 6) la profession économique et comptable doit adopter une approche flexible vers le développement et le recours aux nouvelles technologies. Dans ce sens, il faut souligner que l'utilisation des technologies a un double objectif : d'un côté l'augmentation ou l'amélioration de l'efficacité dans le déroulement de l'activité professionnelle, car grâce à la technologie on peut travailler plus vite et produire des données plus élaborées ; de l'autre côté, la technologie a aussi une fonction innovante car elle introduit de nouvelles opportunités de consultation à proposer à l'entreprise publique et privée ;
- 7) la profession économique et comptable doit travailler pour obtenir une qualification internationale uniforme qui identifie les standards de formation et les compétences professionnelles connus et reconnus au niveau mondial ;
- 8) et enfin il faut travailler afin que le CILEA soit reconnu dans le milieu international, en particulier auprès des organismes qui représentent la profession au niveau mondial.

**VII)** Sur ces thèmes et ces objectifs les professions intellectuelles latines peuvent - ou encore mieux doivent - jouer un rôle important. Comme on signalé plus haut, il s'agit de professions qui tirent parti d'une formation plus complexe et élargie et qui peuvent compter sur une réglementation fondée sur le principe de garantie de la foi publique en tant que fondement pour la sauvegarde des intérêts sociaux généraux.

Enfin, la capacité de voir la globalisation comme une opportunité plutôt que comme une menace dépend de la capacité de contrôler les mécanismes de fonctionnement et de reproduction de la même.

Le capital intellectuel, et surtout la forme qu'il prend dans le secteur des professions, doit être considéré comme la principale source de garantie d'un développement qui veut vraiment être soutenable et le principal véhicule pour exercer le contrôle nécessaire à fin que l'objectif soit atteint.

Une fois encore, nous confirmons le rôle que les professionnels devraient jouer au sein de la nouvelle société internationale du troisième millénaire : être une partie sociale à plein titre et non seulement un facteur technique.